



**BOUCHES-DU-  
RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°13-2021-293

PUBLIÉ LE 8 OCTOBRE 2021

# Sommaire

## Centre Hospitalier de Martigues /

13-2021-10-04-00020 - 21-N225 Bis-DELEGATION DE SIGNATURE DAF (3 pages)	Page 4
13-2021-10-04-00023 - 21-N228-DELEGATION DE SIGNATURE DSL - DSIO (3 pages)	Page 8
13-2021-10-04-00021 - 21-N234-DELEGATION DE SIGNATURE DRH DAM (3 pages)	Page 12
13-2021-10-04-00022 - 21-N235-DELEGATION GENERALE (2 pages)	Page 16

## Conseil National des Activités Privées de Sécurité /

13-2021-07-16-00011 - Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 01/2021-06-17 portant interdiction temporaire d'exercer toute activité privée de sécurité à l'encontre de la société CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION AUX METIERS DE LA SECURITE (1 page)	Page 19
13-2021-04-22-00005 - Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 03/2021-03-11 portant interdiction d'exercer toute activité privée de sécurité à l'encontre de M. Anthony LOPEZ (1 page)	Page 21
13-2021-04-22-00004 - Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 06/2021-01-28 portant interdiction d'exercer toute activité privée de sécurité à l'encontre de M. Roman MOSKALIOUK (1 page)	Page 23
13-2021-09-15-00012 - Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 06/2021-06-17 portant interdiction d'exercer toute activité de prestataire de formation en sécurité privée et pénalité financière à l'encontre de la société DESFORM (1 page)	Page 25
13-2021-09-15-00013 - Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 08/2021-06-17 portant interdiction d'exercer toute activité de prestataire de formation en sécurité privée à l'encontre de la société RED LINE FORMATION (1 page)	Page 27

## Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités /

13-2021-10-04-00019 - Récépissé de déclaration au titre des services à la personne au bénéfice de Madame "COUSIN Audrey", micro entrepreneur, domiciliée, 12, Rue Dactyles prés - 13280 ARLES. (2 pages)	Page 29
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

## Direction Départementale des Territoires et de la Mer 13 /

13-2021-10-07-00001 - ARRÊTÉ FIXANT LA DATE D'OUVERTURE DE LA RÉCOLTE DES OLIVES DESTINÉES À LA PRODUCTION DE L'A.O.P. « HUILE D'OLIVE D'AIX-EN-PROVENCE (2 pages)	Page 32
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

## Direction Régionale des Douanes /

13-2021-10-01-00011 - Décision 2021 2 (1 page)	Page 35
------------------------------------------------	---------

13-2021-10-01-00012 - Décision de délégation de signature n°2021-5 (5 pages)	Page 37
13-2021-10-04-00024 - Decision délégations 2021-9 (48 pages)	Page 43

**Préfecture des Bouches-du-Rhone / Direction de la Citoyenneté, de la  
Légalité et de l' Environnement**

13-2021-10-01-00009 - Arrêté portant institution d'une régie de recettes d'Etat auprès de la police municipale de la commune de ROQUEFORT - LA BEDOULE (2 pages)	Page 92
13-2021-10-01-00010 - Arrêté portant nomination d un régisseur titulaire et suppléant auprès de la police municipale de la commune de Roquefort la Bédoule (1 page)	Page 95

**Préfecture des Bouches-du-Rhone / Direction de la Sécurité : Polices  
Administratives et Réglementation**

13-2021-10-06-00008 - Arrêté modifiant l arrêté du 3 juin 2019 modifié fixant la composition de la Commission Départementale de Sécurité Routière des Bouches du Rhône (3 pages)	Page 97
13-2021-10-06-00009 - Arrêté modifiant l arrêté du 3 juin 2019 modifié fixant la composition des sections de la Commission Départementale de Sécurité Routière des Bouches du Rhône (3 pages)	Page 101

Centre Hospitalier de Martigues

13-2021-10-04-00020

21-N225 Bis-DELEGATION DE SIGNATURE DAF

(FIN-AC/ 21-N225)

**DECISION DE DELEGATION DE SIGNATURE**  
**GESTION FINANCIERE**  
**ET GESTION ADMINISTRATIVE DES PATIENTS**

**LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE MARTIGUES,**

VU le Code de la Santé Publique et ses articles L.6143-7, D 6143-33 à D 6143-35, R 6143-38,

**DECIDE**

**Une déléation de signature est accordée selon les dispositions suivantes :**

**1 / LA GESTION FINANCIERE**

**Une déléation de signature est accordée à Mme Hélène OLIVIER, Directeur Adjoint chargé des Affaires Financières et du Système d'Information au Centre Hospitalier de Martigues pour les documents suivants :**

- \* les virements de crédits de la compétence de l'Ordonnateur.
- \* les documents signés ou validés par l'Ordonnateur relatifs au mandatement et à l'émission des titres de recette (mandats, titres, bordereaux, certificats administratifs, factures et justificatifs, etc...).
- \* les remboursements et tirages sur les lignes de Trésorerie.
- \* les ordres de paiement prioritaires en fonction de la situation de trésorerie.
- \* les états de poursuite à l'exception des décisions de vente de biens.
- \* les états de restes à recouvrer.
- \* les consultations auprès des organismes prêteurs ainsi que la conduite des négociations ou renégociation des emprunts et ligne de trésorerie en dehors de la signature des contrats et avenants.
- \* les documents relatifs aux opérations concernant les bénéficiaires de l'Aide Sociale.
- \* les décisions de nomination des régisseurs et mandataires suppléants.
- \* la validation des données informatiques concernant la TVA

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène OLIVIER, **une déléation de signature est accordée à Mme Stéphanie JEAN.**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Stéphanie JEAN, **une déléation de signature est accordée à Mme Vanessa LECANN.**

## **2 / LA GESTION ADMINISTRATIVE DES PATIENTS**

**3) Une délégation de signature est accordée à Mmes LAMAZE Lydie, BRACHET Céline et à Mme IRRERA Patricia pour les documents signés par l'ordonnateur relatifs à l'émission des titres de recette (titres, bordereaux, justificatifs etc...).**

**4) Une délégation de signature est accordée dans le cadre de la gestion administrative des patients aux personnels suivants qui agissent dans le cadre de leurs tâches habituelles :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène OLIVIER, **une délégation de signature est accordée à Mme Stéphanie JEAN.**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Stéphanie JEAN, **une délégation de signature est accordée à Mme Vanessa LECANN.**

**\* pour les bulletins d'hospitalisation ou les quittances de paiement sur l'Hôpital des Rayettes au Centre Hospitalier de Martigues, la délégation est donnée à : Mmes Esther GUMBAU, Aurelie PEZET, Jessie DELACHERIE, Gabrielle RABBE, Dominique ROUX, Francine FERNEZ, Stéphanie MAMINE, Maéva SPOLADORE, Véronique ROS, Françoise PELISSIER, Naama SEDJAL, Johanna CORTES, Mélanie BONNEFOY, Estelle PREIRE, Laurence LANNES.**

**\* pour les conventions de tiers payant : Mme Hélène OLIVIER**

**\* pour les déclarations de naissance à l'Etat Civil : Mmes Françoise PELISSIER, Brigitte SCHULTZ**

## **3 / L'ADMISSION DES PATIENTS EN PSYCHIATRIE**

**Une délégation de signature est accordée à Mme Hélène OLIVIER, Directeur Adjoint chargé des Affaires Financières et du Système d'Information au Centre Hospitalier de Martigues dans le cadre de la gestion administrative des patients :**

**\* pour l'admission des patients en psychiatrie sur l'Hôpital du Vallon, le suivi de leur situation administrative, leur sortie, les transferts y compris pour les patients hospitalisés sous contrainte en psychiatrie et dans ce cadre, les décisions du Directeur et la saisine du Juge des Libertés et de la Détention.**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène OLIVIER, **une délégation de signature est accordée à Mme Vanessa LECANN.**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Vanessa LECANN, **une délégation de signature est accordée à Mme Stéphanie JEAN.**

La présente délégation de signature sera affichée dans l'établissement et publiée au bulletin des actes administratifs. Elle est valable à compter de ce jour jusqu'au changement de fonction des intéressés ou jusqu'à une décision contraire prise par le Directeur de l'Etablissement affichée et publiée dans les mêmes conditions. Elle remplace les délégations précédentes qui ne sont plus valables.

Fait à Martigues, le 04 octobre 2021.

**Le Directeur,**

**L. MONDOLONI**

*Tél. 04 42 43 26 00 / Fax : 04 42 43 26 01 / e-mail : [direction.generale@ch-martigues.fr](mailto:direction.generale@ch-martigues.fr)*

Centre Hospitalier de Martigues

13-2021-10-04-00023

21-N228-DELEGATION DE SIGNATURE DSL -  
DSIO



(FIN-AC/ 21-N228)

**DECISION DE DELEGATION DE SIGNATURE**  
**GESTION ECONOMIQUE ET MARCHES**  
**DIRECTION DES SYTEMES D'INFORMATION ET DE**  
**L'ORGANISATION**

**LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE MARTIGUES,**

VU le Code de la Santé Publique et ses articles L.6143-7, D 6143-33 à D 6143-35, R 6143-38,

**DECIDE**

**Une délégation de signature est accordée selon les dispositions suivantes :**

**LA GESTION ECONOMIQUE ET LES MARCHES**

**Délégation est donnée à :**

- M. Anthony GELIN, Directeur Adjoint chargé des Services Logistiques et Techniques,
- Mme Hélène OLIVIER, Directeur Adjoint chargée des Affaires Financières et du Système d'information,

Pour les contrats conclus à titre onéreux qui sont exclus du périmètre de la fonction achat mutualisée au sein du GHT.

**Une délégation de signature est accordée aux personnes suivantes pour la signature des bons de commande :**

**1) Comptes gérés par les services logistiques, techniques et système d'information :**

- classe 6 : comptes de titre 2 hors comptes gérés par les pharmaciens et comptes de titre 3 hors comptes gérés par les pharmaciens hors comptes 6186, 6223, 6251, 6255, 62884 gérés par la D.R.H.
- classe 2 : tous les comptes.

**Une délégation de signature est accordée à M. Anthony GELIN, Directeur Adjoint, pour la signature des bons de commande de tous les comptes gérés par les services logistiques, techniques et les comptes des systèmes d'information et de l'organisation.**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Anthony GELIN, **une délégation de signature est accordée à Mme Kathy SANCHEZ, Adjoint du Directeur des Services Logistiques et Techniques, pour la signature des bons de commande de tous les comptes gérés par les services logistiques, techniques et les comptes des systèmes d'information et de l'organisation.**

- **Une délégation de signature est accordée à M. Hervé NUGUE**, Responsable des services techniques, **pour la signature des bons de commande pour les comptes de classe 6** dont il a la charge.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Hervé NUGUE**, **une délégation de signature est accordée à M. Jacques GAUER**, Responsable travaux, **pour la signature des bons de commande pour les comptes de classe 6** dont le Responsable des services techniques a la charge.

- **Une délégation de signature est accordée à Mme Sabrina AGOUDJIL**, Ingénieur Biomédical, **pour la signature des bons de commande de classe 6** pour les comptes dont elle a la charge.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sabrina AGOUDJIL, **une délégation de signature est accordée à M. David BOYER**, Responsable Atelier Biomédical, **pour la signature des bons de commande de Classe 6** jusqu'à 4 000 € pour les comptes dont l'Ingénieur Biomédical a la charge.

- **Une délégation de signature est accordée à M. Franck HASSANALY** Chef de service des Laboratoires, **pour la signature des bons de commande de Classe 6** pour le compte des fournitures de Laboratoire.
- **Une délégation de signature est accordée à Mme Armelle MATHIEU**, Responsable Logistique, **pour la signature des bons de commande de Classe 6** jusqu'à 4 000 € pour les comptes dont elle a la charge

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Armelle MATHIEU, **une délégation de signature est accordée à M. Karim KERROUZI**, Responsable Logistique Adjoint.

- **Une délégation de signature est accordée à M. Christophe REVY**, Responsable restauration, **pour la signature des bons de commande de Classe 6** pour les comptes d'alimentation jusqu'à 4000€.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe REVY, **une délégation de signature est accordée à M. Michel BONDI**, Chef de production, **pour la signature des bons de commande de Classe 6** concernant les comptes d'alimentation gérés par la cuisine jusqu'à 4000€.

- **Une délégation de signature est accordée à M. Daniel DE OLIVIERA**, Responsable du Magasin, **pour la signature des bons de commande de Classe 6** du Magasin jusqu'à 4000€.
- **Une délégation de signature est accordée à M. Yvon MOQUET**, Ingénieurs des Systèmes d'Informations et de l'organisation **pour la signature des bons de commande de Classe 6** jusqu'à 4000€ pour les comptes dont la DSIO a la charge en cas d'absence ou d'empêchement de M. Anthony GELIN.

**c) cartes d'achat :**

Une délégation est donnée aux **personnels** suivants pour régler les dépenses par carte d'achat selon les modalités suivantes :

<b>SERVICE</b>	<b>DETENTEUR</b>	<b>SOMME ANNUELLE</b>	<b>EXP</b>	<b>INV</b>	<b>MONTANT TRANSACTION MAX</b>
ACHAT	SANCHEZ KATHY	50 000.00	X	X	10 000.00
ACHAT	DE OLIVIERA DANIEL	30 000.00	X	X	2 500.00
ACHAT EXPLOITATION	AUBERT MARIELLE	30 000.00	X	X	2 500.00

**2) Une délégation de signature est accordée aux personnes suivantes pour les procès verbaux de vérification d'aptitude et de réceptions pour les matériels et marchés qu'ils suivent :**

- \* **M. Anthony GELIN**, Directeur des Services Logistiques et Techniques
- \* **Mme Kathy SANCHEZ** ou en son absence **Mme Valérie PELLEGRIN**
- \* **M. Jacques GAUER**, Responsable Travaux
- \* **M Hervé NUGUE**, Responsable des services Techniques.
- \* **Mme Sabrina AGOUDJIL**, Ingénieur
- \* **Mme MATHIEU Armelle**, Responsable Logistique
- \* **M KERROUZI Karim**, Responsable Logistique Adjoint
- \* **M MOQUET Yvon**, Ingénieur des systèmes d'information et de l'organisation.

La présente délégation de signature sera affichée dans l'établissement et publiée au bulletin des actes administratifs. Elle est valable à compter de ce jour jusqu'au changement de fonction des intéressés ou jusqu'à une décision contraire prise par le Directeur de l'Etablissement affichée et publiée dans les mêmes conditions. Elle remplace les délégations précédentes qui ne sont plus valables.

Fait à Martigues, le 04 octobre 2021.

**Le Directeur,**

**L. MONDOLONI**

Centre Hospitalier de Martigues

13-2021-10-04-00021

21-N234-DELEGATION DE SIGNATURE DRH DAM

(FIN-AC/ 21-N234)

## **DECISION DE DELEGATION DE SIGNATURE**

### **GESTION DES RESSOURCES HUMAINES** **ET DES AFFAIRES MEDICALES**

**LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE MARTIGUES,**

VU le Code de la Santé Publique et ses articles L.6143-7, D 6143-33 à D 6143-35, R 6143-38,

**DECIDE**

**Une délégation de signature est accordée selon les dispositions suivantes :**

#### **LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

##### **1) Ensemble du personnel non médical**

**Une délégation de signature est accordée à Mme Laura CHAUSSIN, Directeur Adjoint chargée des Ressources Humaines pour les affaires suivantes :**

- \* les différents documents relatifs à la paye (y compris les primes et indemnités).
- \* les décomptes et les avances sur salaires ou sur frais de déplacement.
- \* les décisions administratives relatives à la gestion des carrières.
- \* les divers courriers, et attestations relevant de la Direction des Ressources Humaines relatifs notamment au recrutement, la carrière, la mobilité, les absences, la retraite, l'accueil de stagiaires extérieurs.
- \* les congés et autorisations d'absence, le Compte Epargne Temps, les gardes et astreintes.
- \* les conventions de mise à disposition, conventions de télétravail, conventions d'accueil de stagiaires.
- \* les décisions concernant l'imputabilité au service d'accident du travail et maladie Professionnelle, et courriers, certificats, afférents.
- \* l'exercice du droit syndical et la gestion des grèves.
- \* les conventions avec les organismes de formation, les frais de formation, les promotions Professionnelles.
- \* le compte rendu d'entretien professionnel annuel
- \* la gestion des concours (avis de concours, publication et affichage, procès-verbaux)
- \* les différentes décisions relatives au recrutement, à la gestion des effectifs et des carrières.
- \* les contrats de recrutement du personnel à durée déterminée et indéterminée et leurs avenants.
- \* les certificats administratifs concernant la situation individuelle du personnel (certificats de travail, de salaire, certificats divers).
- \* les différents courriers relatifs à la gestion des ressources humaines : mise à jour de dossiers, carrière, affectation, absences, rémunération, situation irrégulière, aptitude physique, discipline, recours et contentieux RH.
- \* factures et appels de fonds dans le cadre de la convention de gestion avec pôle emploi
- \* les ordres de mission permanents et ponctuels

- \* les dérogations pour utilisation de leur véhicule personnel par les personnels non médicaux en cas de déplacement professionnel.
- \* la saisine du Comité médical, de la Commission de réforme et des médecins agréés.
- \* les factures et honoraires concernant les soins et hospitalisations des personnels non médicaux.
- \* les factures concernant l'intérim du personnel non médical,
- \* les licenciements y compris la procédure disciplinaire de licenciement de fonctionnaire.
- \* les différents documents concernant la retraite (affiliations, validations de services, décisions, dossiers de retraite, courriers afférents).

**Une délégation de signature est accordée, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laura CHAUSSIN, Directeur Adjoint chargée des Ressources Humaines à Mme Hélène OLIVIER, Directeur Adjoint.**

**En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laura CHAUSSIN Directeur Adjoint chargée des ressources humaines à Mme Corinne BOULAY, Attachée d'administration et en son absence à Mme Jacky DUMONTIER, Adjoint des cadres**

- \* les différents courriers relatifs à la gestion des ressources humaines : mise à jour de dossiers, carrière, affectation, absences, rémunération, situation irrégulière, aptitude physique, discipline, recours et contentieux RH.
- \* les certificats administratifs concernant la situation individuelle des agents (certificats de travail, de salaire, certificats divers).
- \* les différents documents concernant la retraite (affiliations, validations, décisions, dossiers de retraite, courriers divers).
- \* les factures et appels de fonds dans le cadre de la convention de gestion avec pôle emploi
- \* les factures concernant l'intérim du personnel non médical,
- \* les ordres de mission ainsi que les dérogations pour utilisation de leur véhicule personnel par les personnels non médicaux en cas de déplacement professionnel.
- \* la saisine du Comité médical, de la Commission de réforme et des médecins agréés.
- \* les factures et honoraires concernant les soins et hospitalisations des personnels non médicaux.
- \* les conventions, courriers et attestations relatives aux stagiaires extérieurs.
- \* les ordres de mission
- \* les dérogations pour utilisation de leur véhicule personnel par les personnels non médicaux en cas de déplacement.

**4. Saisie et validation des déclarations de taxe sur les salaires : une délégation est donnée à Mme Anne ORRU en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laura CHAUSSIN pour la saisie et la validation informatique des données de déclaration de Taxe sur les salaires ainsi que pour la validation et la signature des frais de déplacement.**

**5. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laura CHAUSSIN Directeur Adjoint chargée des ressources humaines à Mme Anne ORRU, Responsable de paye, et en son absence à Mme Corinne BOULAY, Attachée d'administration, les décomptes des frais de déplacement engagés.**

**6. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laura CHAUSSIN Directeur Adjoint chargée des ressources humaines à Mme Patricia PUEL, Responsable du service formation pour :**

- \* les conventions avec les organismes de formation : formations des personnels médicaux (DPC médical), non médicaux et promotions professionnelles.
- \* les frais de formation des personnels médicaux et non médicaux.
- \* les bordereaux, demandes de remboursement et ordres de mission pour les formations.

**7. Une délégation de signature est accordée à Mme Christine FRANCKHAUSER, Directrice des soins, au Centre Hospitalier de Martigues, pour**

- \* la signature des conventions de stages des élèves et étudiants affectés au sein de l'établissement.

## **2) Le Personnel Médical :**

**Une délégation de signature est également accordée à Mme Janette BELAADI, Directeur Adjoint chargée des Affaires Médicales et des Coopérations pour :**

- \* les différents documents relatifs à la paye du personnel médical (y compris les primes et indemnités).
- \* les décomptes et les avances sur salaires ou sur frais de déplacement.
- \* les divers courriers, et attestations relevant de la Direction des Affaires médicales
- \* les courriers et attestations relatifs au recrutement, à la gestion des carrières, à la retraite.
- \* l'exercice du droit syndical et la gestion des grèves.
- \* les conventions, courriers et attestations relatives aux stagiaires extérieurs.
- \* les conventions de mise à disposition, conventions de télétravail
- \* les décisions relatives à la gestion des carrières.
- \* les contrats et la gestion des internes et Faisant Fonction d'Internes.
- \* les décisions concernant l'imputabilité au service d'accident du travail et maladie Professionnelle, et courriers, certificats, afférents.
- \* les contrats et la gestion des internes et Faisant Fonction d'Internes.
- \* les PV d'installation des médecins.
- \* les tableaux de gardes hebdomadaires du Centre Hospitalier de Martigues.
- \* les contrats d'intérim des personnels médicaux.
- \* les congés et CET, les gardes, astreintes et plages additionnelles.
- \* La validation des frais de déplacement
- \* les déclarations d'accident du travail et maladies professionnelles imputables au service, les courriers et décisions afférents.
- \* Publication des postes au CNG

**Une délégation de signature est accordée, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Janette BELAADI, Directeur Adjoint chargée des Affaires Médicales à Mme Laura CHAUSSIN Directeur Adjoint chargée des ressources humaines.**

La présente délégation de signature sera affichée dans l'établissement et publiée au bulletin des actes administratifs. Elle est valable à compter de ce jour jusqu'au changement de fonction des intéressés ou jusqu'à une décision contraire prise par le Directeur de l'Etablissement affichée et publiée dans les mêmes conditions. Elle remplace les délégations précédentes qui ne sont plus valables.

Fait à Martigues, le 04 Octobre 2021.

**Le Directeur,**

**L. MONDOLONI**

Centre Hospitalier de Martigues

13-2021-10-04-00022

21-N235-DELEGATION GENERALE



(FIN-AC/ 21-N235)

**DECISION DE DELEGATION DE SIGNATURE**  
**DIRECTION GENERALE**

**LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE MARTIGUES,**

VU le Code de la Santé Publique et ses articles L.6143-7, D 6143-33 à D 6143-35, R 6143-38,

**DECIDE**

**Une délégation de signature est accordée selon les dispositions suivantes :**

**1 / PARTICIPATION AUX ASTREINTES ADMINISTRATIVES DE DIRECTION**

**En semaine de 18H à 8H, le week-end et les jours fériés**

**Une délégation de signature est accordée aux cadres participant aux astreintes administratives de direction dans l'établissement pour signer tout document de quelque nature qu'il soit, présentant un caractère d'urgence pour le fonctionnement de l'établissement ou l'intérêt des malades et notamment pour les actes suivants :**

- \* l'admission des patients au Centre Hospitalier de Martigues, leur sortie ou les transferts, y compris pour les patients hospitalisés sous contrainte en psychiatrie.
- \* les assignations de personnel,
- \* les signalements et les documents liés à la situation des patients ou à la disponibilité des lits,
- \* les documents liés au déclenchement des plans blancs et des plans de confinement,
- \* les dépôts de plainte au nom du Centre Hospitalier,
- \* les autorisations de prélèvement d'organes,
- \* les décisions de suspension ou de mise à l'écart provisoire du personnel non médical ou médical à titre conservatoire.
- \* les transports de corps sans mise en bière
- \* les bons de commande pour tout achat de bien ou de service nécessaire en cas d'urgence

Cette délégation de signature concerne les personnels suivants :

- \* **Mme Janette BELAADI**
- \* **M. Gilles BIANCO**
- \* **Mme Laura CHAUSSIN**
- \* **Mme Sarah FLAGEOLET**
- \* **Mme Christine FRANCKHAUSER**
- \* **M. Anthony GELIN**
- \* **Mme Vanessa LE CANN**
- \* **Mme Hélène OLIVIER**
- \* **Mme Valérie PELLEGRIN**
- \* **Mme Sylvie TROITTINO**

## **2 / LA DIRECTION DE LA MAISON DE RETRAITE LES MAGNOLIAS A PORT SAINT LOUIS DU RHONE**

**Une délégation de signature générale est accordée à Madame Odile SARLEGNA pour assurer les fonctions de Directeur de la Maison de Retraite « les Magnolias » à Port Saint Louis du Rhône.**

## **3 / LA DIRECTION DE LA MAISON DE RETRAITE LES CARDALINES A ISTRES**

**A compter du 05 février 2020 une délégation de signature générale est accordée à Madame LAURENT Myriam pour assurer les fonctions de Directrice déléguée de la Maison de Retraite « les Cardalines » à Istres.**

## **4 / LA GESTION DES ECOLES**

**Une délégation de signature est accordée à Mme Sarah FLAGEOLET, Directrice des écoles, de la Qualité et de la Gestion des Risques au Centre Hospitalier de Martigues, pour**

**\* la signature des conventions de stages des élèves et pour tous les courriers ayant trait à la scolarité des étudiants.**

**\* la signature en tant qu'ordonnateur des frais de déplacement des étudiants en stage.**

**En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sarah FLAGEOLET, une délégation de signature est accordée à Mme Hélène OLIVIER.**

**En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène OLIVIER, une délégation de signature est accordée à Mme Laura CHAUSSIN.**

La présente délégation de signature sera affichée dans l'établissement et publiée au bulletin des actes administratifs. Elle est valable à compter de ce jour jusqu'au changement de fonction des intéressés ou jusqu'à une décision contraire prise par le Directeur de l'Etablissement affichée et publiée dans les mêmes conditions. Elle remplace les délégations précédentes qui ne sont plus valables.

Fait à Martigues, le 04 Octobre 2021.

**Le Directeur,**

**L. MONDOLONI**

# Conseil National des Activités Privées de Sécurité

13-2021-07-16-00011

Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 01/2021-06-17  
portant interdiction temporaire d'exercer toute  
activité privée de sécurité à l'encontre de la  
société CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION AUX  
METIERS DE LA SECURITE

**COMMISSION LOCALE D'AGREMENT ET DE CONTRÔLE SUD**

**Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 01/2021-06-17**

**portant interdiction temporaire d'exercer toute activité privée de sécurité à l'encontre de la société  
CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION AUX METIERS DE LA SECURITE**

**Dossier n° D13-1061/Rapport 035/2021/CNAPS/Société CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION AUX  
METIERS DE LA SECURITE (C.S.F.M.S.)/M. Mohamed ARRAYECH**

**Date et lieu de l'audience : le 17 juin 2021 à Marseille**

**Nom du Président : Serge BOCOVIZ**

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure (C.S.I.) modifié, notamment ses articles L 633-1 et L 634-4 autorisant les commissions locales d'agrément et de contrôle à prononcer des sanctions disciplinaires au nom du Conseil national des activités privées de sécurité ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 2016 relatif aux Commissions Locales d'Agrément et de Contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (C.N.A.P.S.) ;

Vu le règlement intérieur du C.N.A.P.S. adopté le 20 novembre 2014, et modifié le 12 mars 2019, par délibérations du Collège du CNAPS ;

Vu le rapport de Madame le rapporteur entendue en ses conclusions ;

Considérant le manquement aux dispositions des articles R 625-6, R 625-10 I, R 625-11 II, R 631-7 et R 634-1 du code de la sécurité intérieure ;

Par ces motifs, la Commission, après en avoir délibéré ;

**DECIDE :**

**Article unique :** Une interdiction d'exercer toute activité de prestataire de formation en sécurité privée pour une durée d'un an est prononcée à l'encontre de la société CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION AUX METIERS DE LA SECURITE, 7 Montée du Commandant de Robien 13011 MARSEILLE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de MARSEILLE sous le n° 819 234 709 ;

Fait après en avoir délibéré le 17 juin 2021.

L'interdiction d'exercer toute activité de sécurité privée, notifiée à la société CENTRE SUPERIEUR DE FORMATION AUX METIERS DE LA SECURITE le 22 juillet 2021, est valable du 22 juillet 2021 au 22 juillet 2022.

Pour la CLAC Sud  
Le Vice-Président

Signé

Serge BOCOVIZ

# Conseil National des Activités Privées de Sécurité

13-2021-04-22-00005

Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 03/2021-03-11  
portant interdiction d'exercer toute activité  
privée de sécurité à l'encontre de M. Anthony  
LOPEZ

**COMMISSION LOCALE D'AGREMENT ET DE CONTRÔLE SUD**

**Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 03/2021-03-11**

**portant interdiction d'exercer toute activité privée de sécurité à l'encontre de M. Anthony LOPEZ**

**Dossier n° D13-1060/Rapport 023/2020/CNAPS/M. Anthony LOPEZ**

**Date et lieu de l'audience : le 11 mars 2021 à Marseille**

**Nom du Président : Serge BOCOVIK**

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure (C.S.I.) modifié, notamment ses articles L 633-1 et L 634-4 autorisant les commissions locales d'agrément et de contrôle à prononcer des sanctions disciplinaires au nom du Conseil national des activités privées de sécurité ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 2016 relatif aux Commissions Locales d'Agrément et de Contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (C.N.A.P.S.) ;

Vu le règlement intérieur du C.N.A.P.S. adopté le 20 novembre 2014, et modifié le 12 mars 2019, par délibérations du Collège du CNAPS ;

Vu le rapport de Madame le rapporteur entendue en ses conclusions ;

Considérant le manquement aux dispositions des articles L 612-20 du code de la sécurité intérieure ;

Par ces motifs, la Commission, après en avoir délibéré ;

**DECIDE :**

**Article unique :** Une interdiction temporaire d'exercer toute activité privée de sécurité pour une durée d'un an est prononcée à l'encontre de M. Anthony LOPEZ ;

Fait après en avoir délibéré le 11 mars 2021.

L'interdiction d'exercer toute activité de sécurité privée, notifiée à M. Anthony LOPEZ le 28 avril 2021, est valable du 28 avril 2021 au 28 avril 2022.

Pour la CLAC Sud  
Le Vice-Président

Signé

Serge BOCOVIK

# Conseil National des Activités Privées de Sécurité

13-2021-04-22-00004

Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 06/2021-01-28  
portant interdiction d'exercer toute activité  
privée de sécurité à l'encontre de M. Roman  
MOSKALIOUK

**COMMISSION LOCALE D'AGREMENT ET DE CONTRÔLE SUD**

**Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 06/2021-01-28**

**portant interdiction d'exercer toute activité privée de sécurité à l'encontre de M. Roman  
MOSKALIOUK**

**Dossier n° D13-954/Rapport 008/2021/CNAPS/Société PMP SECURITE/M. Roman MOSKALIOUK**

**Date et lieu de l'audience : le 28 janvier 2021 à Marseille**

**Nom du Président : Serge BOCOVIZ**

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure (C.S.I.) modifié, notamment ses articles L 633-1 et L 634-4 autorisant les commissions locales d'agrément et de contrôle à prononcer des sanctions disciplinaires au nom du Conseil national des activités privées de sécurité ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 2016 relatif aux Commissions Locales d'Agrément et de Contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (C.N.A.P.S.) ;

Vu le règlement intérieur du C.N.A.P.S. adopté le 20 novembre 2014, et modifié le 12 mars 2019, par délibérations du Collège du CNAPS ;

Vu le rapport de Madame le rapporteur entendue en ses conclusions ;

Considérant le manquement aux dispositions des articles L 612-6, L 612-20, R 631-7, R 631-15 et R 631-22 du code de la sécurité intérieure ;

Par ces motifs, la Commission, après en avoir délibéré ;

**DECIDE :**

**Article unique :** Une interdiction temporaire d'exercer toute activité privée de sécurité pour une durée de deux ans est prononcée à l'encontre de M. M. Roman MOSKALIOUK ;

Fait après en avoir délibéré le 28 janvier 2021.

L'interdiction d'exercer toute activité de sécurité privée, notifiée à M. Roman MOSKALIOUK le 27 avril 2021, est valable du 27 avril 2021 au 27 avril 2023.

Pour la CLAC Sud  
Le Vice-Président

Signé

Serge BOCOVIZ



# Conseil National des Activités Privées de Sécurité

13-2021-09-15-00012

Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 06/2021-06-17  
portant interdiction d'exercer toute activité de  
prestataire de formation en sécurité privée et  
pénalité financière à l'encontre de la société  
DESFORM

**COMMISSION LOCALE D'AGREMENT ET DE CONTRÔLE SUD**

**Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 06/2021-06-17**

**portant interdiction d'exercer toute activité de prestataire de formation en sécurité privée et pénalité financière à l'encontre de la société DESFORM**

**Dossier n° D13/Rapport 026/2021/CNAPS/Société DESFORM/M. Arnaud SEBAG**

**Date et lieu de l'audience : le 17 juin 2021 à Marseille**

**Nom du Président : Serge BOCOVIK**

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure (C.S.I.) modifié, notamment ses articles L 633-1 et L 634-4 autorisant les commissions locales d'agrément et de contrôle à prononcer des sanctions disciplinaires au nom du Conseil national des activités privées de sécurité ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 2016 relatif aux Commissions Locales d'Agrément et de Contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (C.N.A.P.S.) ;

Vu le règlement intérieur du C.N.A.P.S. adopté le 20 novembre 2014, et modifié le 12 mars 2019, par délibérations du Collège du CNAPS ;

Vu le rapport de Madame le rapporteur entendue en ses conclusions ;

Considérant le manquement aux dispositions des articles R 625-6, R 631-4, R 634-6, R 625-14 et R 625-15, R 631-7 et R 631-5 du code de la sécurité intérieure ;

Par ces motifs, la Commission, après en avoir délibéré ;

**DECIDE :**

**Article unique :** Une interdiction temporaire d'exercer toute activité privée de sécurité pour une durée de cinq ans est prononcée à l'encontre de la société DESFORM, sise 5 A rue Chalet 13008 MARSEILLE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de MARSEILLE sous le n° 505 100 446 ;

Fait après en avoir délibéré le 17 juin 2021.

L'interdiction d'exercer toute activité de sécurité privée, notifiée à la société DESFORM le 17 septembre 2021, est valable du 17 septembre 2021 au 17 septembre 2026.

Pour la CLAC Sud  
Le Vice-Président

Signé

Serge BOCOVIK

# Conseil National des Activités Privées de Sécurité

13-2021-09-15-00013

Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 08/2021-06-17  
portant interdiction d'exercer toute activité de  
prestataire de formation en sécurité privée à  
l'encontre de la société RED LINE FORMATION

**COMMISSION LOCALE D'AGREMENT ET DE CONTRÔLE SUD**

**Délibération n°DD/CLAC/SUD/N° 08/2021-06-17**

**portant interdiction d'exercer toute activité de prestataire de formation en sécurité privée et pénalité financière à l'encontre de la société RED LINE FORMATION**

**Dossier n° D13-758/Rapport 024/2021/CNAPS/Société RED LINE FORMATION/M. Samir HAMEL**

**Date et lieu de l'audience : le 17 juin 2021 à Marseille**

**Nom du Président : Serge BOCOVIZ**

Vu le livre VI du code de la sécurité intérieure (C.S.I.) modifié, notamment ses articles L 633-1 et L 634-4 autorisant les commissions locales d'agrément et de contrôle à prononcer des sanctions disciplinaires au nom du Conseil national des activités privées de sécurité ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 2016 relatif aux Commissions Locales d'Agrément et de Contrôle du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (C.N.A.P.S.) ;

Vu le règlement intérieur du C.N.A.P.S. adopté le 20 novembre 2014, et modifié le 12 mars 2019, par délibérations du Collège du CNAPS ;

Vu le rapport de Madame le rapporteur entendue en ses conclusions ;

Considérant le manquement aux dispositions des articles R 631-22 alinéa 4 et R 631-18 alinéa 1, R 631-22 alinéa 1 et 2, R 631-23 et R 625-14, R 631-4, R 631-7 et R 631-5 du code de la sécurité intérieure ;

Par ces motifs, la Commission, après en avoir délibéré ;

**DECIDE :**

**Article unique :** Une interdiction d'exercer toute activité de prestataire de formation en sécurité privée pour une durée de cinq ans est prononcée à l'encontre de la société RED LINE FORMATION, sise 54 rue Bernard du Bois 13001 MARSEILLE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de MARSEILLE sous le n° 832 189 575 ;

Fait après en avoir délibéré le 17 juin 2021.

L'interdiction d'exercer toute activité de sécurité privée, notifiée à la société DESFORM le 17 septembre 2021, est valable du 17 septembre 2021 au 17 septembre 2026.

Pour la CLAC Sud  
Le Vice-Président  
Signé

Serge BOCOVIZ

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités

13-2021-10-04-00019

Récépissé de déclaration au titre des services à la  
personne au bénéfice de Madame "COUSIN  
Audrey", micro entrepreneur, domiciliée, 12, Rue  
Dactyles prés - 13280 ARLES.



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités  
des Bouches du Rhône**

**Pôle Economie Emploi Entreprises  
Département Insertion Professionnelle**

**Récépissé de déclaration n°  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP902403013**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Le préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches-du-Rhône,

**CONSTATE**

Qu'une déclaration d'activités de Services à la Personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Bouches-du-Rhône le 16 septembre 2021 par Madame Audrey COUSIN en qualité de dirigeante, pour l'organisme « COUSIN Audrey » dont l'établissement principal est situé 12, Rue Dactyles des Prés - 13280 ARLES et enregistré sous le N° SAP902403013 pour les activités suivantes exercées en mode PRESTATAIRE :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les départements d'exercice de ses activités.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à Marseille, le 04 octobre 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
Par empêchement de la Directrice Départementale  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des  
Bouches-du-Rhône  
La Responsable du département « Insertion  
Professionnelle »,

Hélène BEUCARDET

55, Boulevard Perier - 13415 MARSEILLE cedex 20 ☎ 04 91 57.97 12 - 📠 04 91 57 96 40  
Mel : ddets-sap@bouches-du-rhone.gouv.fr

Direction Departementale des Territoires et de  
la Mer 13

13-2021-10-07-00001

ARRÊTÉ FIXANT LA DATE D OUVERTURE DE LA  
RÉCOLTE DES OLIVES DESTINÉES À LA  
PRODUCTION DE L A.O.P  
« HUILE D OLIVE D AIX-EN-PROVENCE





---

ARRÊTÉ FIXANT LA DATE D'OUVERTURE DE LA RÉCOLTE DES OLIVES DESTINÉES À LA PRODUCTION DE L'A.O.P  
« HUILE D'OLIVE D'AIX-EN-PROVENCE »

Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

- VU** le règlement (UE) n ° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires ;
- VU** Le décret n°2014-1145 du 7 octobre 2014 relatif à l'appellation d'origine contrôlée "Huile d'Olive d'Aix-en-Provence" ;
- VU** les propositions de l'Institut National des Appellations d'Origine en date du 5 octobre 2021;
- VU** l'arrêté préfectoral n°13-2021-06-10-00001 du 10 juin 2021 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe D'ISSERNIO, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°13-2021-06-10-00014 du 14 juin 2021 portant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône ;
- SUR** proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône,

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :**

La date d'ouverture de la récolte des olives destinées à la production de l'A.O.P. "Huile d'Olive d'Aix-en-Provence" est fixée au **lundi 11 octobre 2021**.

**ARTICLE 2 : délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans le délai de deux mois suivant sa publication.

Il peut également, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux (auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône) ou hiérarchique (auprès du Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation).

L'exercice du recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai de recours contentieux.

### **ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 6 octobre 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
Po/Le Directeur Départemental des  
Territoires et de la Mer

Chef du service de l'Agriculture et de la Forêt

Signé

Faustine Bardey

Direction Régionale des Douanes

13-2021-10-01-00011

Décision 2021 2

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

*DI PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR - CORSE*

48 AV ROBERT SCHUMAN

13224 MARSEILLE

Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

MARSEILLE, LE 1 OCT. 2021

Affaire suivie par : BOYER Jean-Luc  
Téléphone : 09 70 27 83 09  
Télécopie : 04 91 56 26 60  
Mél : [di-marseille@douane.finances.gouv.fr](mailto:di-marseille@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2021/2 de la directrice interrégionale à MARSEILLE portant délégation de signature dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Liste des directeurs régionaux des douanes et droits indirects de la direction interrégionale des douanes et droits indirects de PACA CORSE.

Vu les III et V de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts ;  
Vu les articles 214 et 215 de l'annexe IV au code général des impôts ;  
Vu les I, II et IV de l'article 2 du décret n° 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières, d'infractions relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Article 1er - Les directeurs régionaux des douanes et droits indirects ou les agents chargés de leur intérim dont les noms suivent bénéficient de la délégation automatique de la directrice interrégionale de PACA CORSE. Ils peuvent subdéléguer cette signature aux agents placés sous leur autorité dans les conditions précisées par le 2. du I de l'article 215 de l'annexe IV au code général des impôts en matière de contributions indirectes, et en application du II de l'article 2 du décret n° 78-1297 susvisé en matière de transaction douanière.

Nom, Prénom	Siège de la direction régionale
VIGOT Jean-Philippe	DR AJACCIO
JEAN BAPTISTE Guy	DR MARSEILLE
BRIVET Francois	DR D'AIX EN PROVENCE
COMBE Roger	DR NICE

Article 2 – La présente liste nominative est publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction interrégionale et au recueil des actes administratifs de chacun des départements du siège de chacune des directions régionales concernées.

La directrice interrégionale  
Original signé  
*Annick BARTALA*

Direction Régionale des Douanes

13-2021-10-01-00012

Décision de délégation de signature n°2021-5

**Direction Interrégionale des  
Douanes et Droits Indirects de  
Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse**

## **DECISION DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE**

Ordonnancement et de comptabilité générale de l'État

N°2021-05

La Directrice Interrégionale des Douanes et Droits Indirects de Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse,

Vu la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n°92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 modifié portant charte de déconcentration ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Christophe MIRMAND, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour le budget du ministère de l'économie et des finances ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 2021 désignant Mme Annick BARTALA, en tant que directrice interrégionale des douanes et droits indirects de PACA CORSE à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021 ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 7 septembre 2021 donnant délégation de signature à Mme BARTALA en tant que responsable des budgets opérationnels de programmes interrégionaux (BOP) des douanes de la région PACA-Corse ;

DÉCIDE :

**Article 1** : Délégation est donnée à :

- M. Bernard BOYER, administrateur des douanes, adjoint à la directrice interrégionale
- Mme Alexandra PASQUIER, directrice des services douaniers de 2<sup>e</sup> classe ;
- Mme Christelle TONDEUR, directrice des services douaniers de 2<sup>e</sup> classe ;
- Mme Marianne DALAS, cheffe de service comptable des douanes 2<sup>e</sup> catégorie
- Mme Pascale DIAZ, inspectrice régionale des douanes de 1<sup>ère</sup> classe

à l'effet de :

- signer tout acte se traduisant par l'ordonnancement de dépenses ou de recettes imputables sur les budgets opérationnels de la direction interrégionale des douanes de PACA-Corse relevant des programmes suivants :

N°218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières »

N°302 « Facilitation et sécurisation des échanges »

N°362 « Écologie »

N°723 « Opérations immobilières nationales et des administrations centrales »

N°724 « Opérations immobilières déconcentrées »

- signer tout acte relatif aux dépenses sans ordonnancement relevant du programme 200 « remboursement et dégrèvement d'impôts d'État ».
- signer toute déclaration de conformité en matière d'opérations d'inventaire et, d'une façon plus générale, tous les actes se traduisant par la constatation des droits et obligations et l'inventaire des biens se rapportant au domaine de compétence de la direction interrégionale des douanes et droits indirects de PACA-Corse.

**Article 2** : Délégation est donnée à :

- Mme Marjorie BULIARD, inspectrice régionale des douanes de 3<sup>e</sup> Classe au pôle Équipements ;
- Mme Sylvie CREIGNOU, inspectrice des douanes au pôle Équipements ;
- M. Julien FREVILLE, contrôleur des douanes de 1<sup>ère</sup> classe ;
- Mme Véronique DESCAMPS, contrôlease des douanes de 2<sup>e</sup> classe ;
- M. Sébastien MAUREL, agent de constatation principal des douanes de 1<sup>ère</sup> classe ;
- Mme Audrey DEPLANCHE, agente de constatation principale des douanes de 2<sup>e</sup> classe

à l'effet de :

- signer ou valider tout acte relatif aux dépenses sans ordonnancement relevant du programme 200 « remboursement et dégrèvement d'impôts d'État ».

■

**Article 3** : Délégation est donnée à :

- M. Jean-Marc GLASSET, inspecteur principal des douanes de 1<sup>ère</sup> classe ;
- M. Jean-Luc BOYER, inspecteur régional des douanes de 1<sup>ère</sup> classe ;
- M. Hervé FELIX, inspecteur régional des douanes de 1<sup>ère</sup> classe ;
- Mme Emmanuelle MARTIN JACOB, inspectrice régionale de 3<sup>e</sup> classe ;
- M. Laurent COSTES, inspecteur régional des douanes de 3<sup>e</sup> classe ;
- Mme Sylvie CREIGNOU, inspectrice des douanes ;
- Mme Agnès DE MEDEIROS, inspectrice des douanes;
- Mme Marjorie BULIARD, inspectrice régionale des douanes de 3<sup>e</sup> classe ;
- Mme Julie ROUVIERE, inspectrice des douanes
- Mme Karine JAUNET-LE FLOCH, contrôleuse principale des douanes ;
- M. Julien FREVILLE, contrôleur des douanes de 1<sup>ère</sup> classe ;
- Mme Sandrine RAZON, contrôleuse des douanes de 1<sup>ère</sup> classe ;
- Mme Véronique DESCAMPS, contrôleuse des douanes de 2<sup>e</sup> classe ;
- M. Brice ANIEN, contrôleur des douanes de 2<sup>e</sup> classe ;
- M. Sébastien MAUREL, agent de constatation principal des douanes de 1<sup>ère</sup> classe ;
- Mme Audrey DEPLANCHE, agente de constatation principale des douanes de 2<sup>e</sup> classe ;

à l'effet de :

- signer ou valider, dans le cadre de leurs attributions respectives et dans la limite des seuils d'habilitation indiqués dans l'annexe à la présente décision, tout acte se traduisant par l'ordonnancement des dépenses, relatif aux opérations budgétaires relevant des programmes visés à l'article 1.
- signer ou valider, sans limite de montant, tout acte, se traduisant par la certification du service fait ou l'ordonnancement de recettes non fiscales, relatif aux opérations budgétaires relevant des programmes visés à l'article 1.

**Article 4** : Délégation est donnée à :

- M. Jean-Marc GLASSET, inspecteur principal des douanes de 1<sup>ère</sup> classe ;
- Mme Karine JAUNET-LE FLOCH, contrôleuse principale des douanes ;
- Mme Sandrine RAZON, contrôleuse des douanes de 1<sup>ère</sup> classe



à l'effet de :

- mettre à disposition les crédits du budget opérationnel de programme 0302-DI13 auprès de l'UO 0302-DI13-DI13 ;
- procéder à la programmation budgétaire conformément aux dispositions de l'article 11 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 ;
- procéder à des ré-allocations d'autorisations d'engagement (AE) entre les actions du programme, dès lors que l'économie générale du BOP n'est pas remise en cause.

**Article 5** : La présente décision sera notifiée au trésorier général des douanes, comptable assignataire.

Fait à Marseille, le 1<sup>er</sup> octobre 2021

L'administratrice générale,  
Directrice Interrégionale, des douanes de  
PROVENCE ALPES CÔTE d'AZUR CORSE,

Original signé Annick BARTALA

## Annexe

<b>Nom du bénéficiaire</b>	<b>Fonction</b>	<b>Plafond d'habilitation</b>
GLASSET Jean-Marc	Chef de la cellule contrôle budgétaire	Compétence directeur
BOYER Jean-Luc	Secrétaire général interrégional	Compétence directeur
FELIX Hervé	PPCI	Compétence directeur
JAUNET-LE FLOCH Karine	Adjointe chef de la cellule contrôle budgétaire	Compétence directeur
RAZON Sandrine	Gestionnaire cellule contrôle budgétaire	Compétence directeur
BULIARD Marjorie	Référent Pôle Équipement	15 000,00 €
CREIGNOU Sylvie	Référent Pôle Équipement	15 000,00 €
COSTES Laurent	Responsable informatique	3 000,00 €
DE MEDEIROS Agnès	Référent Pôle Immobilier	3 000,00 €
MARTIN-JACOB Emmanuelle	Référent Pôle Immobilier	3 000,00 €
ROUVIERE Julie	Référent Pôle Immobilier	3 000,00 €
ANIEN Brice	Gestionnaire Pôle Immobilier	300,00 €
FREVILLE Julien	Gestionnaire Pôle Équipement	300,00 €
DESCAMPS Véronique	Gestionnaire Pôle Équipement	300,00 €
MAUREL Sébastien	Gestionnaire Pôle Équipement	300,00 €
DEPLANCHE Audrey	Gestionnaire Pôle Équipement	300,00 €

Direction Régionale des Douanes

13-2021-10-04-00024

Decision déléguations 2021-9



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

AIX EN PROVENCE, LE 4 OCT. 2021

*DR Aix-en-Provence*  
6, BLD DU CHATEAU-DOUBLE CS 80437  
13098 AIX EN PROVENCE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : CHAUSSADAS Stephanie  
Téléphone : 09 70 27 91 09  
Télécopie : 04 42 59 46 58  
Mél : [dr-provence@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-provence@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2021/9 du directeur régional à AIX EN PROVENCE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de

droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*BRIVET Francois*

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>VERDURON Samantha</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	60000	60000	60000	60000	60000

**Annexe II à la décision n° 2021/9 du 4 oct. 2021 du directeur régional *BRIVET Francois***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>DJERROUD Larbi</b>	0	0	0	0	8000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	0	0	0	0	8000
<b>LEVOYER Romain</b>	0	0	0	0	8000
<b>LOUVET Karen</b>	0	0	0	0	8000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	0	0	0	0	8000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	0	0	0	0	4000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>VERDURON Samantha</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>BULOT Catherine</b>	0	0	0	0	8000
<b>GENEVET Martial</b>	0	0	0	0	8000
<b>BIZOT Guillaume</b>	0	0	0	0	8000
<b>CLAIRET Pascale</b>	0	0	0	0	8000
<b>SALVATORI Romain</b>	0	0	0	0	8000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	0	0	0	0	8000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	0	0	0	0	8000
<b>CLEMENT Severine</b>	0	0	0	0	8000
<b>ETIEMBLE Johann</b>	0	0	0	0	8000
<b>BROUCA Pascale</b>	0	0	0	0	8000
<b>PORTIER Bruno</b>	0	0	0	0	8000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>MERLE Laurent</b>	40000	40000	40000	40000	40000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	0	0	0	0	4000
<b>MONNIN Christelle</b>	0	0	0	0	4000
<b>PONZE Christine</b>	0	0	0	0	4000
<b>AVELLINO Christophe</b>	0	0	0	0	4000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	0	0	0	0	4000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	0	0	0	0	4000
<b>COURT Cecile</b>	0	0	0	0	4000
<b>MANVILLE Luc</b>	0	0	0	0	4000
<b>VIAL Laurent</b>	0	0	0	0	4000
<b>ALBARET Olivier</b>	0	0	0	0	4000

<b>GAUTIER Herve</b>	0	0	0	0	4000
<b>PROTH Emmanuel</b>	0	0	0	0	4000
<b>PEYRAS Cecile</b>	0	0	0	0	4000
<b>YEKKEN Laurent</b>	0	0	0	0	4000



## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DJERROUD Larbi</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LEVOYER Romain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LOUVET Karen</b>	15000	7500	1500	15000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VERDURON Samantha</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BULOT Catherine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GENEVET Martial</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BIZOT Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CHABRE Nathalie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CLAIRET Pascale</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FOURNIER Fabienne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FRANCIN Sylvie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FRANCIN Patricia</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LANDRU Valerie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MASCOT Noelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SALVATORI Romain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SCHAGUENE Frederic</b>	10000	5000	1000	10000
<b>WOLF Barbara</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOURDIN Celine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DEWASMES Cecile</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MEYER-SCHIEDT Christiane</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAMBE Karine</b>	10000	5000	1000	10000

<b>CLEMENT Severine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DA-ROS Serena</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ETIEMBLE Johann</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FABRE Corinne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUERIOUN Mohamed</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LEFFAD Mariam</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MADOZ-VIDAL SICARD Annick</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PERONNE Isabelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POHIER Sophie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RICOUX Pierre</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RIPERT Marina</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SERRES Frederic</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SIARD Benjamin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VITALIS Celine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BROUCA Pascale</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CABOCHE Amandine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FRANCK Helene</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GESLIN Severine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HALLIER Philippe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HIBON Roselyne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LOUIS Nicole</b>	10000	5000	1000	10000
<b>NOBLET Thomas</b>	10000	5000	1000	10000
<b>NOIR Laurence</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ODOUL Arnaud</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PERONNET Virginie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POIVRE Claudie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PORTIER Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROTHAN Djatal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>TUFFAL Jean-Luc</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MERLE Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	10000	5000	1000	10000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BLANCHET Remy</b>	10000	5000	1000	10000

<b>BONNEFEMNE Julie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CASTRO Albin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DANIEL Xavier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DREYER Christophe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DUMONT Baptiste</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GALERA Julien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GARAMPON David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GENCE Sophie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUESNEUX Clement</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HELFER Brigitte</b>	10000	5000	1000	10000
<b>JOUAULT Catherine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LAVAUUR Benjamin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LE MEUR Marianne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MANI Danielle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAOULIN David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MONNIN Christelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	10000	5000	1000	10000
<b>OZENDA Mathieu</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PAPAZIAN Raphael</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PONZE Christine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TELMARD Anthony</b>	10000	5000	1000	10000
<b>URSULE Estelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VASTEL Eric</b>	10000	5000	1000	10000
<b>AVELLINO Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BANQUART Xavier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BRINGARD Gisele</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COUSIN Christine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DARRIOULAT David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DI DONATO Randy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DUMONT Anthony</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FELIX Magali</b>	10000	5000	1000	10000

<b>GALLAND Emilien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GRESEQUE David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUEDON Sylviane</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LARCHER Gilles</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>NICOLINI Richard</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PICOT Marie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POUPEL Veronique</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	10000	5000	1000	10000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	15000	7500	1500	15000
<b>YVAGNES Thierry</b>	10000	5000	1000	10000
<b>AURAND Raphael</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BARBOT Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CARPENTIER Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	10000	5000	1000	10000
<b>COURT Cecile</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DURAND Marc</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GADAN Alain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GEYNET Stephan</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUIBAL Ronan</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HUELIN Arnaud</b>	10000	5000	1000	10000
<b>JACQUET Claudius</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LORENZO Benoit</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAIRE Pierre</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MANVILLE Luc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PEJOUT Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PONCET Alexandre</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SOUAB Fadoua</b>	10000	5000	1000	10000

<b>STUCK Mathieu</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VIAL Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VIGNAL Florence</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ALBARET Olivier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ARMITANO Enzo</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BEHR Patrick</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BESCOND Stephane</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOLDIN Noelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOLLA Guillaume</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOUSSIÈRE Pascal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ERRERA Camille</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ESPANOL Eric</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FABRE Philippe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FACKEURE Willy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GAUTIER Herve</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	10000	5000	1000	10000
<b>KEO Carine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LECCE Georges</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LOUIS Sebastien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PROTH Emmanuel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ROUSSEAU Jerome</b>	10000	5000	1000	10000
<b>THERY Kevin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BRUCHET Cathy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CARRIERE Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GRARD Mel</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HAROUN Steve</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MILHAU Matthieu</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MOMBEL Pascal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MONTALAND Quentin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MOYANO David</b>	10000	5000	1000	10000

<b>PEYRAS Cecile</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PHAM Emmanuel</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ROLLAND Thierry</b>	10000	5000	1000	10000
<b>YEKKEN Laurent</b>	10000	5000	1000	10000

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	250000	100000	250000
<b>DJERROUD Larbi</b>	24000	10000	43000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	24000	10000	43000
<b>LEVOYER Romain</b>	24000	10000	43000
<b>LOUVET Karen</b>	24000	10000	43000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	24000	10000	43000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	24000	10000	43000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	35000	15000	65000
<b>VERDURON Samantha</b>	35000	15000	65000
<b>AZALBERT Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>BARTOLINI Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>BEGUE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>BORDES Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>BOUSQUET Franck</b>	1500	7500	15000
<b>BULOT Catherine</b>	24000	10000	43000
<b>DESPREZ Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>DOUBLECOURT Claudie</b>	1500	7500	15000
<b>DUPREY Michel</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Geraldine</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Yannick</b>	1500	7500	15000
<b>GENEVET Martial</b>	24000	10000	43000
<b>JACOB Gerard</b>	1500	7500	15000
<b>LANGLOIS Melinda</b>	1500	7500	15000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>MASSON Agnes</b>	1500	7500	15000
<b>NAVARRO Isabelle</b>	1500	7500	15000
<b>NICOUD Amelie</b>	1500	7500	15000
<b>OUET Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>PEDEPRAT Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>PEERS Vanessa</b>	1500	7500	15000
<b>ROCHARD Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>SEIGNOBOS Celine</b>	1500	7500	15000
<b>VACHER Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>VUOLO Wanda</b>	1500	7500	15000

<b>YNESTA Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>CHAPUIS Agnes</b>	24000	10000	43000
<b>DUGENY Philippe</b>	24000	10000	43000
<b>HALDY Francois</b>	1500	7500	15000
<b>HALLIER Chantal</b>	1500	7500	15000
<b>LARGEAU Francois</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Nicole</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Pierre-Henri</b>	1500	7500	15000
<b>MORO Didier</b>	1500	7500	15000
<b>MOURADI Mustapha</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLEAU Claire</b>	24000	10000	43000
<b>WATREMEZ Eric</b>	24000	10000	43000
<b>ZECHEL Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>BOURDIN Celine</b>	1500	7500	15000
<b>DEWASMES Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>MEYER-SCHEIDT Christiane</b>	1500	7500	15000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	24000	10000	43000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	24000	10000	43000
<b>CAMBE Karine</b>	1500	7500	15000
<b>CLEMENT Severine</b>	24000	10000	43000
<b>ETIEMBLE Johann</b>	24000	10000	43000
<b>FABRE Corinne</b>	1500	7500	15000
<b>LEFFAD Mariam</b>	1500	7500	15000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	1500	7500	15000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	1500	7500	15000
<b>SIARD Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	35000	15000	65000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	35000	15000	65000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>BLANCHET Remy</b>	1500	7500	15000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1500	7500	15000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	24000	10000	43000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1500	7500	15000
<b>CASTRO Albin</b>	1500	7500	15000
<b>DANIEL Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>DREYER Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1500	7500	15000
<b>GALERA Julien</b>	1500	7500	15000
<b>GARAMPON David</b>	1500	7500	15000
<b>GENCE Sophie</b>	1500	7500	15000



<b>GRICOURT Laetitia</b>	1500	7500	15000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1500	7500	15000
<b>HELFER Brigitte</b>	1500	7500	15000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>LAVAUUR Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>LE MEUR Marianne</b>	1500	7500	15000
<b>MANI Danielle</b>	1500	7500	15000
<b>MAOULIN David</b>	1500	7500	15000
<b>MONNIN Christelle</b>	24000	10000	43000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1500	7500	15000
<b>OZENDA Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>PAPAZIAN Raphael</b>	1500	7500	15000
<b>PONZE Christine</b>	24000	10000	43000
<b>TELMARD Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>URSULE Estelle</b>	1500	7500	15000
<b>VASTEL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>AVELLINO Christophe</b>	24000	10000	43000
<b>BANQUART Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>BRINGARD Gisele</b>	1500	7500	15000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	24000	10000	43000
<b>COUSIN Christine</b>	1500	7500	15000
<b>DARRIOULAT David</b>	1500	7500	15000
<b>DI DONATO Randy</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>FELIX Magali</b>	1500	7500	15000
<b>GALLAND Emilien</b>	1500	7500	15000
<b>GRESEQUE David</b>	1500	7500	15000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1500	7500	15000
<b>LARCHER Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLINI Richard</b>	1500	7500	15000
<b>PICOT Marie</b>	1500	7500	15000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>POUPEL Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1500	7500	15000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	24000	10000	43000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>AURAND Raphael</b>	1500	7500	15000
<b>BARBOT Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1500	7500	15000

<b>COURT Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>DAIRAINÉ Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1500	7500	15000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1500	7500	15000
<b>DURAND Marc</b>	1500	7500	15000
<b>GADAN Alain</b>	1500	7500	15000
<b>GEYNET Stephan</b>	1500	7500	15000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>GUIBAL Ronan</b>	1500	7500	15000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>JACQUET Claudius</b>	1500	7500	15000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	1500	7500	15000
<b>LORENZO Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>MAIRE Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>MANVILLE Luc</b>	24000	10000	43000
<b>PEJOUT Romain</b>	1500	7500	15000
<b>PONCET Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>SOUAB Fadoua</b>	1500	7500	15000
<b>STUCK Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>VIAL Laurent</b>	24000	10000	43000
<b>VIGNAL Florence</b>	1500	7500	15000
<b>ALBARET Olivier</b>	24000	10000	43000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1500	7500	15000
<b>BEHR Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1500	7500	15000
<b>BESCOND Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1500	7500	15000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>BOUSSIÉRE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>ERRERA Camille</b>	1500	7500	15000
<b>ESPANOL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>FACKEURE Willy</b>	1500	7500	15000
<b>GAUTIER Herve</b>	24000	10000	43000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1500	7500	15000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>KEO Carine</b>	1500	7500	15000
<b>LECCE Georges</b>	1500	7500	15000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH Emmanuel</b>	24000	10000	43000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1500	7500	15000

<b>ROUSSEAU Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>THERY Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>BRUCHET Cathy</b>	1500	7500	15000
<b>CARRIERE Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>GRARD Mel</b>	1500	7500	15000
<b>HAROUN Steve</b>	1500	7500	15000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1500	7500	15000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1500	7500	15000
<b>MOYANO David</b>	1500	7500	15000
<b>PEYRAS Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>YEKKEN Laurent</b>	24000	10000	43000

**Annexe V à la décision n° 2021/9 du 4 oct. 2021 du directeur régional *BRIVET Francois***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	250000	100000	250000
<b>DJERROUD Larbi</b>	24000	10000	43000
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	24000	10000	43000
<b>LEVOYER Romain</b>	24000	10000	43000
<b>LOUVET Karen</b>	24000	10000	43000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	24000	10000	43000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	24000	10000	43000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	35000	15000	65000
<b>VERDURON Samantha</b>	35000	15000	65000
<b>AZALBERT Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>BARTOLINI Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>BEGUE Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>BORDES Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>BOUSQUET Franck</b>	1500	7500	15000
<b>BULOT Catherine</b>	24000	10000	43000
<b>DESPREZ Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>DOUBLECOURT Claudie</b>	1500	7500	15000
<b>DUPREY Michel</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Geraldine</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Yannick</b>	1500	7500	15000
<b>GENEVET Martial</b>	24000	10000	43000
<b>JACOB Gerard</b>	1500	7500	15000
<b>LANGLOIS Melinda</b>	1500	7500	15000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>MASSON Agnes</b>	1500	7500	15000
<b>NAVARRO Isabelle</b>	1500	7500	15000
<b>NICOUD Amelie</b>	1500	7500	15000
<b>OUET Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>PEDEPRAT Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>PEERS Vanessa</b>	1500	7500	15000
<b>ROCHARD Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>SEIGNOBOS Celine</b>	1500	7500	15000
<b>VACHER Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>VUOLO Wanda</b>	1500	7500	15000

<b>YNESTA Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>CHAPUIS Agnes</b>	24000	10000	43000
<b>DUGENY Philippe</b>	24000	10000	43000
<b>HALDY Francois</b>	1500	7500	15000
<b>HALLIER Chantal</b>	1500	7500	15000
<b>LARGEAU Francois</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Pierre-Henri</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Nicole</b>	1500	7500	15000
<b>MORO Didier</b>	1500	7500	15000
<b>MOURADI Mustapha</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLEAU Claire</b>	24000	10000	43000
<b>WATREMEZ Eric</b>	24000	10000	43000
<b>ZECHEL Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>BOURDIN Celine</b>	1500	7500	15000
<b>DEWASMES Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>MEYER-SCHEIDT Christiane</b>	1500	7500	15000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	24000	10000	43000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	24000	10000	43000
<b>CAMBE Karine</b>	1500	7500	15000
<b>CLEMENT Severine</b>	24000	100000	43000
<b>ETIEMBLE Johann</b>	24000	100000	43000
<b>FABRE Corinne</b>	1500	7500	15000
<b>LEFFAD Mariam</b>	1500	7500	15000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	1500	7500	15000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	1500	7500	15000
<b>SIARD Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	35000	15000	65000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	35000	15000	65000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>BLANCHET Remy</b>	1500	7500	15000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1500	7500	15000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	24000	10000	43000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>CASTRO Albin</b>	1500	7500	15000
<b>DANIEL Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>DREYER Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1500	7500	15000
<b>GALERA Julien</b>	1500	7500	15000
<b>GARAMPON David</b>	1500	7500	15000
<b>GENCE Sophie</b>	1500	7500	15000

<b>GRICOURT Laetitia</b>	1500	7500	15000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1500	7500	15000
<b>HELFER Brigitte</b>	1500	7500	15000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>LAVAU Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>LE MEUR Marianne</b>	1500	7500	15000
<b>MANI Danielle</b>	1500	7500	15000
<b>MAOULIN David</b>	1500	7500	15000
<b>MONNIN Christelle</b>	24000	10000	43000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1500	7500	15000
<b>OZENDA Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>PAPAZIAN Raphael</b>	1500	7500	15000
<b>PONZE Christine</b>	24000	10000	43000
<b>TELMARD Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>URSULE Estelle</b>	1500	7500	15000
<b>VASTEL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>AVELLINO Christophe</b>	24000	10000	43000
<b>BANQUART Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>BRINGARD Gisele</b>	1500	7500	15000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	24000	10000	43000
<b>COUSIN Christine</b>	1500	7500	15000
<b>DARRIOULAT David</b>	1500	7500	15000
<b>DI DONATO Randy</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>FELIX Magali</b>	1500	7500	15000
<b>GALLAND Emilien</b>	1500	7500	15000
<b>GRESEQUE David</b>	1500	7500	15000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1500	7500	15000
<b>LARCHER Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLINI Richard</b>	1500	7500	15000
<b>PICOT Marie</b>	1500	7500	15000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>POUPEL Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1500	7500	15000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	24000	10000	43000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>AURAND Raphael</b>	1500	7500	15000
<b>BARBOT Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1500	7500	15000

<b>COURT Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>DAIRAINÉ Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1500	7500	15000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1500	7500	15000
<b>DURAND Marc</b>	1500	7500	15000
<b>GADAN Alain</b>	1500	7500	15000
<b>GEYNET Stephan</b>	1500	7500	15000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>GUIBAL Ronan</b>	1500	7500	15000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>JACQUET Claudius</b>	1500	7500	15000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	1500	7500	15000
<b>LORENZO Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>MAIRE Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>MANVILLE Luc</b>	24000	10000	43000
<b>PEJOUT Romain</b>	1500	7500	15000
<b>PONCET Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>SOUAB Fadoua</b>	1500	7500	15000
<b>STUCK Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>VIAL Laurent</b>	24000	10000	43000
<b>VIGNAL Florence</b>	1500	7500	15000
<b>ALBARET Olivier</b>	24000	10000	43000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1500	7500	15000
<b>BEHR Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1500	7500	15000
<b>BESCOND Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1500	7500	15000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>BOUISSIERE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>ERRERA Camille</b>	1500	7500	15000
<b>ESPANOL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>FABRE Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>FACKEURE Willy</b>	1500	7500	15000
<b>GAUTIER Herve</b>	24000	10000	43000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1500	7500	15000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>KEO Carine</b>	1500	7500	15000
<b>LECCE Georges</b>	1500	7500	15000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH Emmanuel</b>	24000	10000	43000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1500	7500	15000

<b>ROUSSEAU Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>THERY Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>BRUCHET Cathy</b>	1500	7500	15000
<b>CARRIERE Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>GRARD Mel</b>	1500	7500	15000
<b>HAROUN Steve</b>	1500	7500	15000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1500	7500	15000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1500	7500	15000
<b>MOYANO David</b>	1500	7500	15000
<b>PEYRAS Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>YEKKEN Laurent</b>	24000	10000	43000



## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
LE PIMPEC Mikael	300000	150000
DJERROUD Larbi	40000	40000
GUERIN QUERVELLE Sophie	40000	40000
LEVOYER Romain	40000	40000
LOUVET Karen	40000	40000
STAWIARSKI Laure	40000	40000
LAFERRIERE Pascal	40000	40000
FAIVRE Anne-Christel	40000	40000
VERDURON Samantha	40000	40000
ANASTASIO Veronique	40000	40000
MIGLIETTA Daniel	40000	40000
BLANCHET Remy	40000	40000
BOUTHORS Jacques	40000	40000
CASAMAYOU Jean-Luc	40000	40000
DANIEL Xavier	40000	40000
DUMONT Baptiste	40000	40000
GENCE Sophie	40000	40000
JOUAULT Catherine	40000	40000
MANI Danielle	40000	40000
MONNIN Christelle	40000	40000
PONZE Christine	40000	40000
URSULE Estelle	40000	40000
VASTEL Eric	40000	40000
AVELLINO Christophe	40000	40000
BANQUART Xavier	40000	40000
BRINGARD Gisele	40000	40000
CABALLERO Alphonse	40000	40000
DARRIOULAT David	40000	40000
DI DONATO Randy	40000	40000
GRESEQUE David	40000	40000
GUEDON Sylviane	40000	40000
PICOT Marie	40000	40000
POPLAWSKI Sebastien	40000	40000

<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	40000	40000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	40000	40000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	40000	40000
<b>BARBOT Romain</b>	40000	40000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	40000	40000
<b>COURT Cecile</b>	40000	40000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	40000	40000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	40000	40000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	40000	40000
<b>HUELIN Arnaud</b>	40000	40000
<b>MAIRE Pierre</b>	40000	40000
<b>MANVILLE Luc</b>	40000	40000
<b>PEJOUT Romain</b>	40000	40000
<b>PONCET Alexandre</b>	40000	40000
<b>SOUAB Fadoua</b>	40000	40000
<b>STUCK Mathieu</b>	40000	40000
<b>VIAL Laurent</b>	40000	40000
<b>ALBARET Olivier</b>	40000	40000
<b>BEHR Patrick</b>	40000	40000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	40000	40000
<b>BESCOND Stephane</b>	40000	40000
<b>BOLDIN Noelle</b>	40000	40000
<b>BOUISSIERE Pascal</b>	40000	40000
<b>GAUTIER Herve</b>	40000	40000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	40000	40000
<b>LOUIS Sebastien</b>	40000	40000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	40000	40000
<b>PROTH Emmanuel</b>	40000	40000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	40000	40000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	40000	40000
<b>HAROUN Steve</b>	40000	40000
<b>MOYANO David</b>	40000	40000
<b>PEYRAS Cecile</b>	40000	40000
<b>YEKKEN Laurent</b>	40000	40000

**Annexe VII à la décision n° 2021/9 du 4 oct. 2021 du directeur régional *BRIVET Francois***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	1500	7500	15000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	1500	7500	15000
<b>VERDURON Samantha</b>	1500	7500	15000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	1500	7500	15000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1000	5000	10000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1000	5000	10000
<b>BLANCHET Remy</b>	1000	5000	10000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1000	5000	10000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	1500	7500	15000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1000	5000	10000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1000	5000	10000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1000	5000	10000
<b>CASTRO Albin</b>	1000	5000	10000
<b>DANIEL Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>DREYER Christophe</b>	1000	5000	10000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1000	5000	10000
<b>GALERA Julien</b>	1000	5000	10000
<b>GARAMPON David</b>	1000	5000	10000
<b>GENCE Sophie</b>	1000	5000	10000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	1000	5000	10000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1000	5000	10000
<b>HELFER Brigitte</b>	1000	5000	10000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1000	5000	10000
<b>LAVAUUR Benjamin</b>	1000	5000	10000
<b>LE MEUR Marianne</b>	1000	5000	10000
<b>MANI Danielle</b>	1000	5000	10000
<b>MAOULIN David</b>	1000	5000	10000
<b>MONNIN Christelle</b>	1500	7500	15000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1000	5000	10000
<b>OZENDA Mathieu</b>	1000	5000	10000
<b>PAPAZIAN Raphael</b>	1000	5000	10000
<b>PONZE Christine</b>	1500	7500	15000
<b>TELMARD Anthony</b>	1000	5000	10000

<b>URSULE Estelle</b>	1000	5000	10000
<b>VASTEL Eric</b>	1000	5000	10000
<b>AVELLINO Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BANQUART Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>BRINGARD Gisele</b>	1000	5000	10000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	1500	7500	15000
<b>COUSIN Christine</b>	1000	5000	10000
<b>DARRIOULAT David</b>	1000	5000	10000
<b>DI DONATO Randy</b>	1000	5000	10000
<b>DUMONT Anthony</b>	1000	5000	10000
<b>FELIX Magali</b>	1000	5000	10000
<b>GALLAND Emilien</b>	1000	5000	10000
<b>GRESEQUE David</b>	1000	5000	10000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1000	5000	10000
<b>LARCHER Gilles</b>	1000	5000	10000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>NICOLINI Richard</b>	1000	5000	10000
<b>PICOT Marie</b>	1000	5000	10000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>POUPEL Veronique</b>	1000	5000	10000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1000	5000	10000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1000	5000	10000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	1500	7500	15000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1000	5000	10000
<b>AURAND Raphael</b>	1000	5000	10000
<b>BARBOT Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1000	5000	10000
<b>COURT Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1000	5000	10000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1000	5000	10000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1000	5000	10000
<b>DURAND Marc</b>	1000	5000	10000
<b>GADAN Alain</b>	1000	5000	10000
<b>GEYNET Stephan</b>	1000	5000	10000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1000	5000	10000
<b>GUIBAL Ronan</b>	1000	5000	10000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1000	5000	10000
<b>JACQUET Claudius</b>	1000	5000	10000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	1000	5000	10000
<b>LORENZO Benoit</b>	1000	5000	10000

<b>MAIRE Pierre</b>	1000	5000	10000
<b>MANVILLE Luc</b>	1500	7500	15000
<b>PEJOUT Romain</b>	1000	5000	10000
<b>PONCET Alexandre</b>	1000	5000	10000
<b>SOUAB Fadoua</b>	1000	5000	10000
<b>STUCK Mathieu</b>	1000	5000	10000
<b>VIAL Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>VIGNAL Florence</b>	1000	5000	10000
<b>ALBARET Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1000	5000	10000
<b>BEHR Patrick</b>	1000	5000	10000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1000	5000	10000
<b>BESCOND Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1000	5000	10000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1000	5000	10000
<b>BOUSSIÈRE Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>ERRERA Camille</b>	1000	5000	10000
<b>ESPANOL Eric</b>	1000	5000	10000
<b>FABRE Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>FACKEURE Willy</b>	1000	5000	10000
<b>GAUTIER Herve</b>	1500	7500	15000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1000	5000	10000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>KEO Carine</b>	1000	5000	10000
<b>LECCE Georges</b>	1000	5000	10000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1000	5000	10000
<b>PROTH Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1000	5000	10000
<b>ROUSSEAU Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>THERY Kevin</b>	1000	5000	10000
<b>BRUCHET Cathy</b>	1000	5000	10000
<b>CARRIERE Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1000	5000	10000
<b>GRARD Mel</b>	1000	5000	10000
<b>HAROUN Steve</b>	1000	5000	10000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1000	5000	10000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1000	5000	10000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1000	5000	10000
<b>MOYANO David</b>	1000	5000	10000
<b>PEYRAS Cecile</b>	1500	7500	15000

<b>PHAM Emmanuel</b>	1000	5000	10000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1000	5000	10000
<b>YEKKEN Laurent</b>	1500	7500	15000

**Annexe VIII à la décision n° 2021/9 du 4 oct. 2021 du directeur régional *BRIVET Francois***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>LE PIMPEC Mikael</b>	1500	7500	15000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	1500	7500	15000
<b>VERDURON Samantha</b>	1500	7500	15000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>MIGLIETTA Daniel</b>	1500	7500	15000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1000	5000	10000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1000	5000	10000
<b>BLANCHET Remy</b>	1000	5000	10000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1000	5000	10000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	1500	7500	15000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1000	5000	10000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1000	5000	10000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1000	5000	10000
<b>CASTRO Albin</b>	1000	5000	10000
<b>DANIEL Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>DREYER Christophe</b>	1000	5000	10000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1000	5000	10000
<b>GALERA Julien</b>	1000	5000	10000
<b>GARAMPON David</b>	1000	5000	10000
<b>GENCE Sophie</b>	1000	5000	10000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	1000	5000	10000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1000	5000	10000
<b>HELFER Brigitte</b>	1000	5000	10000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1000	5000	10000
<b>LAVAUUR Benjamin</b>	1000	5000	10000
<b>LE MEUR Marianne</b>	1000	5000	10000
<b>MANI Danielle</b>	1000	5000	10000
<b>MAOULIN David</b>	1000	5000	10000
<b>MONNIN Christelle</b>	1500	7500	15000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1000	5000	10000
<b>OZENDA Mathieu</b>	1000	5000	10000
<b>PAPAZIAN Raphael</b>	1000	5000	10000
<b>PONZE Christine</b>	1500	7500	15000
<b>TELMARD Anthony</b>	1000	5000	10000

<b>URSULE Estelle</b>	1000	5000	10000
<b>VASTEL Eric</b>	1000	5000	10000
<b>AVELLINO Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BANQUART Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>BRINGARD Gisele</b>	1000	5000	10000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	1500	7500	15000
<b>COUSIN Christine</b>	1000	5000	10000
<b>DARRIOULAT David</b>	1000	5000	10000
<b>DI DONATO Randy</b>	1000	5000	10000
<b>DUMONT Anthony</b>	1000	5000	10000
<b>FELIX Magali</b>	1000	5000	10000
<b>GALLAND Emilien</b>	1000	5000	10000
<b>GRESEQUE David</b>	1000	5000	10000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1000	5000	10000
<b>LARCHER Gilles</b>	1000	5000	10000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>NICOLINI Richard</b>	1000	5000	10000
<b>PICOT Marie</b>	1000	5000	10000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>POUPEL Veronique</b>	1000	5000	10000
<b>RINGEONNEAUD Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1000	5000	10000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1000	5000	10000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	1500	7500	15000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1000	5000	10000
<b>AURAND Raphael</b>	1000	5000	10000
<b>BARBOT Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1000	5000	10000
<b>COURT Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1000	5000	10000
<b>DELCAMBRE Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1000	5000	10000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1000	5000	10000
<b>DURAND Marc</b>	1000	5000	10000
<b>GADAN Alain</b>	1000	5000	10000
<b>GEYNET Stephan</b>	1000	5000	10000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1000	5000	10000
<b>GUIBAL Ronan</b>	1000	5000	10000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1000	5000	10000
<b>JACQUET Claudius</b>	1000	5000	10000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	1000	5000	10000
<b>LORENZO Benoit</b>	1000	5000	10000



<b>MAIRE Pierre</b>	1000	5000	10000
<b>MANVILLE Luc</b>	1500	7500	15000
<b>PEJOUT Romain</b>	1000	5000	10000
<b>PONCET Alexandre</b>	1000	5000	10000
<b>SOUAB Fadoua</b>	1000	5000	10000
<b>STUCK Mathieu</b>	1000	5000	10000
<b>VIAL Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>VIGNAL Florence</b>	1000	5000	10000
<b>ALBARET Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1000	5000	10000
<b>BEHR Patrick</b>	1000	5000	10000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1000	5000	10000
<b>BESCOND Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1000	5000	10000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1000	5000	10000
<b>BOUSSIÈRE Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>ERRERA Camille</b>	1000	5000	10000
<b>ESPANOL Eric</b>	1000	5000	10000
<b>FABRE Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>FACKEURE Willy</b>	1000	5000	10000
<b>GAUTIER Herve</b>	1500	7500	15000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1000	5000	10000
<b>HENRIETTE Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>KEO Carine</b>	1000	5000	10000
<b>LECCE Georges</b>	1000	5000	10000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1000	5000	10000
<b>PROTH Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1000	5000	10000
<b>ROUSSEAU Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>THERY Kevin</b>	1000	5000	10000
<b>BRUCHET Cathy</b>	1000	5000	10000
<b>CARRIERE Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1000	5000	10000
<b>GRARD Mel</b>	1000	5000	10000
<b>HAROUN Steve</b>	1000	5000	10000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1000	5000	10000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1000	5000	10000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1000	5000	10000
<b>MOYANO David</b>	1000	5000	10000
<b>PEYRAS Cecile</b>	1500	7500	15000

<b>PHAM Emmanuel</b>	1000	5000	10000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1000	5000	10000
<b>YEKKEN Laurent</b>	1500	7500	15000



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

AIX EN PROVENCE, LE 4 OCT. 2021

*DR Aix-en-Provence*  
6, BLD DU CHATEAU-DOUBLE CS 80437  
13098 AIX EN PROVENCE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : CHAUSSADAS Stephanie  
Téléphone : 09 70 27 91 09  
Télécopie : 04 42 59 46 58  
Mél : [dr-provence@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-provence@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2021/9 du directeur régional à AIX EN PROVENCE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions

indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional  
ORIGINAL SIGNE  
*BRIVET Francois*

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2021/9 du 4 oct. 2021 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
----------------------------------------------	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2021/9 du 4 oct. 2021 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
------------------------------------------------------	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2021/9 du 4 oct. 2021 du directeur régional  
*BRIVET Francois*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
-------------------------------------------	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2021/9 du 4 oct. 2021 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 18455</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 26985</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 35626</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 36947</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 37478</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39940</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39965</b>	35000	15000	65000
<b>Matricule 40071</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40313</b>	35000	15000	65000
<b>Matricule 40507</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40581</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41146</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41176</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41287</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41339</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41405</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41611</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 41778</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 41808</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 42113</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 42211</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42558</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42723</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42780</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42980</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 43094</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43173</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43299</b>	35000	15000	65000
<b>Matricule 43545</b>	24000	10000	43000



<b>Matricule 43694</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43831</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43893</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44944</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44959</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 45062</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 45202</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45416</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45468</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45531</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45585</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46073</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46265</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46326</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46563</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46579</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46620</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46622</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46709</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46713</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46721</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46723</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46862</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 50096</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50406</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50426</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50446</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50798</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51184</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 51352</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51414</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51598</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 51616</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51706</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52094</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52129</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 52774</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52976</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 53040</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53194</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53240</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53301</b>	24000	10000	43000

<b>Matricule 53448</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53706</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54138</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54276</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54330</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54385</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54406</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54522</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54731</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54771</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54829</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54896</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 55120</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55492</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55658</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55781</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55887</b>	250000	100000	250000
<b>Matricule 55929</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56060</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56092</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56156</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56160</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56283</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56442</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56509</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56645</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56762</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56794</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 57539</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 57664</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57687</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57742</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57784</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57804</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 57853</b>	35000	15000	65000
<b>Matricule 57870</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58012</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58022</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58103</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58112</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58345</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58361</b>	24000	10000	43000

<b>Matricule 58387</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 58519</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58792</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58959</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59016</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59139</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 59161</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59348</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59370</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59394</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59658</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59870</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59918</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59931</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60011</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60048</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60127</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 60361</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60540</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60622</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60656</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60786</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61028</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61336</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61350</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61796</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61914</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61984</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62134</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62172</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62442</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62514</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62638</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62644</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63206</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63308</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63314</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63428</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63528</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 63620</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63794</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63796</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63812</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63830</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63966</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63970</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63986</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64006</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64010</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64014</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64078</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64080</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64096</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64222</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64308</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64690</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64704</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64802</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64852</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64918</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65008</b>	1500	7500	15000

Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2021/9 du 4 oct. 2021 du directeur régional  
**BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
-------------------------------------------	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2021/9 du 4 oct. 2021 du directeur régional  
*BRIVET Francois*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
-------------------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2021/9 du 4 oct. 2021 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
Matricule 26985	1000	5000	10000
Matricule 35626	1000	5000	10000
Matricule 37478	1000	5000	10000
Matricule 39940	1000	5000	10000
Matricule 39965	1500	7500	15000
Matricule 40313	1500	7500	15000
Matricule 40507	1000	5000	10000
Matricule 40581	1000	5000	10000
Matricule 41146	1000	5000	10000
Matricule 41176	1000	5000	10000
Matricule 41778	1500	7500	15000
Matricule 42780	1000	5000	10000
Matricule 42980	1500	7500	15000
Matricule 43094	1000	5000	10000
Matricule 43173	1000	5000	10000
Matricule 43299	1500	7500	15000
Matricule 43694	1000	5000	10000
Matricule 44944	1000	5000	10000
Matricule 45062	1500	7500	15000
Matricule 45202	1000	5000	10000
Matricule 45468	1000	5000	10000
Matricule 46265	1000	5000	10000
Matricule 46622	1000	5000	10000
Matricule 46721	1500	7500	15000
Matricule 46862	1500	7500	15000
Matricule 50096	1000	5000	10000
Matricule 50406	1000	5000	10000
Matricule 50426	1000	5000	10000
Matricule 50446	1000	5000	10000
Matricule 51184	1500	7500	15000

<b>Matricule 51414</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51598</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51616</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52094</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52774</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52976</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53040</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53194</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53240</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53301</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53706</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54138</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54385</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54406</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54896</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55120</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55492</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55804</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55887</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56060</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56092</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56156</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56160</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56442</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56509</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56762</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56794</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57664</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57742</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57784</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57853</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57870</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58022</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58112</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58361</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59016</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59348</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59370</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59394</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59658</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59716</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59870</b>	1000	5000	10000



<b>Matricule 59918</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59931</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60011</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60046</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60048</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60361</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60540</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60622</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60656</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60716</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60786</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61028</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61336</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61350</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61796</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61914</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61984</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62046</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62134</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62172</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62442</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62514</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62638</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62644</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63206</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63308</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63314</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63428</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63528</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63620</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63794</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63796</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63812</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63830</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63966</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63970</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63986</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64006</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64010</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64014</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64078</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64080</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64096</b>	1000	5000	10000

<b>Matricule 64222</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64308</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64690</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64704</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64802</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64852</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64918</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 65008</b>	1000	5000	10000

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2021/9 du 4 oct. 2021 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
-------------------------------------------	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-10-01-00009

Arrêté portant institution d'une régie de recettes  
d'Etat auprès de la police municipale  
de la commune de ROQUEFORT - LA BEDOULE



**Bureau des Elections et de la Réglementation  
DCLE/BER/BC/2021/N°**

---

**Arrêté portant institution d'une régie de recettes d'Etat auprès de la police municipale  
de la commune de ROQUEFORT - LA BEDOULE**

---

**le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,  
Préfet des Bouches-du-Rhône**

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-5 ;

**VU** le code de la route, notamment son article R 130-2 ;

**VU** le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 modifié habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

**VU** l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

**Considérant** la demande du maire de **ROQUEFORT - LA BEDOULE** en date du 03 Juin 2021 portant sur la création d'une régie de recettes d'Etat pour sa police municipale ;

**Considérant** l'avis conforme du Directeur Régional des Finances Publiques de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône en date du 23 septembre 2021 ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :*

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Monsieur le Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet du département des Bouches-du-Rhône ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (22, rue de Breteuil, 13281 Marseille cedex 06)

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est institué auprès de la police municipale de la commune de **ROQUEFORT - LA BEDOULE**, une régie de recettes de l'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route.

**Article 2** : Le régisseur titulaire et son suppléant peuvent être assistés d'autres agents de police municipale désignés comme mandataires.

**Article 3** : Le régisseur titulaire, le régisseur suppléant et les mandataires encaissent et reversent les fonds à la trésorerie déterminée explicitement par le trésorier-payeur général du département dans lequel la régie est créée.

Le Directeur Régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône doit toujours être en possession de la liste exhaustive des mandataires.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, le Directeur Régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône et le maire de la commune de **ROQUEFORT - LA BEDOULE** sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

FAIT à MARSEILLE le 01 octobre 2021

Pour le Préfet,  
l'Adjointe au Chef de Bureau

SIGNE

Florence KATRUN

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :*

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Monsieur le Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet du département des Bouches-du-Rhône ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ;  
soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (22, rue de Breteuil, 13281 Marseille cedex 06)

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-10-01-00010

Arrêté portant nomination d un régisseur  
titulaire et suppléant auprès de la police  
municipale de la commune de Roquefort la  
Bédoule



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Bureau des Elections et de la Réglementation  
DCLE/BER/BC/2021/N°**

---

**Arrêté portant nomination d'un régisseur titulaire et suppléant auprès de la police municipale  
de la commune de Roquefort la Bédoule**

---

**Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,  
Préfet des Bouches-du-Rhône**

**VU** l'arrêté préfectoral du 01 octobre 2021 portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale de la commune de Roquefort la Bédoule ;

**Considérant** la désignation des régisseurs titulaire et suppléant près la police municipale formulée par Monsieur le maire de Roquefort la Bédoule ;

**Considérant** l'avis conforme de l'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône en date du 23 septembre 2021 ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Madame Emilie IMPAGNATIELLO, agent administratif titulaire de la commune de Roquefort la Bédoule, est nommée **régisseur titulaire** pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route ;

**Article 2 :** Monsieur Fabrice SCRIBANO, Brigadier de police municipale, fonctionnaire territorial titulaire de la commune de Roquefort la Bédoule est nommé **régisseur suppléant**.

**Article 3 :** Les autres policiers municipaux de la commune de Roquefort la Bédoule, s'il y a lieu, sont désignés en qualité de mandataires du régisseur principal.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, le Directeur Régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône et le Maire de la commune de Roquefort la Bédoule sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône et qui sera notifié aux intéressés par le maire de la commune de Roquefort la Bédoule.

Fait à Marseille, le 01 octobre 2021

Pour le Préfet,  
L'adjointe au Chef de Bureau

SIGNE

Florence KATRUN

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :*

- soit par voie de **recours gracieux** formé auprès de Monsieur le Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet du département des Bouches-du-Rhône ;
- soit par voie de **recours hiérarchique** formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ;
- soit par voie de **recours contentieux** déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (22, rue de Breteuil, 13281 Marseille cedex 06)



Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-10-06-00008

Arrêté modifiant l'arrêté du 3 juin 2019 modifié  
fixant la composition  
de la Commission Départementale de Sécurité  
Routière  
des Bouches du Rhône



---

**Arrêté modifiant l'arrêté du 3 juin 2019 modifié fixant la composition  
de la Commission Départementale de Sécurité Routière  
des Bouches du Rhône**

---

**VU** le code de la route, notamment les articles R 411-10 à R 411-12 ;

**VU** le code du sport ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** le décret 2015-1537 du 25 novembre 2015 portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière (notamment son article 8) ;

**VU** le décret 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 3 juin 2019 modifié fixant la composition de la commission départementale de sécurité routière des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté du 30 juillet 2021 portant délégation de signature à Monsieur Yvan CORDIER, Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**CONSIDERANT** le courriel du 28 juin 2021 de la Fédération Nationale Artisanat Automobile 13 informant de la désignation d'un nouveau représentant pour siéger à la commission susvisée, en remplacement de M. Alexandre WURGER ;

**CONSIDERANT** le courrier du 11 août 2021 de Mme la présidente du conseil départemental des Bouches-du-Rhône informant de la désignation de nouveaux représentants pour siéger à la commission susvisée, suite aux élections départementales de 2021 ;

**CONSIDERANT** le courriel du 17 septembre 2021 de la secrétaire de l'association Prévention Routière désignant sa nouvelle représentante pour siéger à la commission susvisée, suite au départ de M. Olivier CAPGRAS ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 3 juin 2019 modifié fixant la composition de la commission départementale de la sécurité routière des Bouches-du-Rhône, l'alinéa relatif aux élus départementaux est modifié ainsi que suit :

**2° Elus Départementaux :**

Titulaires :

- Madame Martine AMSELEM, conseillère départementale

Suppléants :

- Monsieur Thierry SANTELLI, conseiller départemental
- Madame Mandy GRAILLON, conseillère départementale

**Article 2** : A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 3 juin 2019 modifié fixant la composition de la commission départementale de la sécurité routière des Bouches-du-Rhône, l'alinéa 4, en sa partie relative aux représentants de la Fédération Nationale de l'Artisanat Automobile 13, est modifié ainsi que suit :

- Fédération Nationale de l'Artisanat Automobile 13 :

Titulaire : Monsieur Marcel STAGNARO

Suppléant : Madame Alexandra ORTIZ-CIMELLI

**Article 3** : A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 3 juin 2019 modifié fixant la composition de la commission départementale de la sécurité routière des Bouches-du-Rhône, l'alinéa 5, en sa partie relative au comité départemental de la sécurité routière est modifié ainsi que suit :

- Comité départemental de la sécurité routière :

Titulaire : Madame Hélène VEYRON, Directrice régionale P.A.C.A de l'association prévention routière.

**Article 4** : Le reste est sans changement.

**Article 5** : Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, ainsi que les autorités compétentes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 6 octobre 2021

Pour le préfet,  
Le secrétaire Général  
signé  
Yves CORDIER

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'intérieur ;

- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille sis, 22 Rue Breteuil 13281 Marseille cedex ou [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

arseille, le

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'intérieur, des collectivités territoriales et de l'immigration ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille sis, 22 Rue Breteuil 13281 Marseille cedex
- soit par mail [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2021-10-06-00009

Arrêté modifiant l'arrêté du 3 juin 2019 modifié  
fixant la composition des sections  
de la Commission Départementale de Sécurité  
Routière  
des Bouches du Rhône



---

**Arrêté modifiant l'arrêté du 3 juin 2019 modifié fixant la composition des sections  
de la Commission Départementale de Sécurité Routière  
des Bouches du Rhône**

---

**VU** le code de la route, notamment les articles R 411-10 à R 411-12 ;

**VU** le code du sport ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** le décret 2015-1537 du 25 novembre 2015 portant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite et à la sécurité routière (notamment son article 8) ;

**VU** le décret 2017-1279 du 9 août 2017 portant simplification de la police des manifestations sportives ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 3 juin 2019 modifié fixant la composition des sections de la commission départementale de sécurité routière des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté du 30 juillet 2021 portant délégation de signature à Monsieur Yvan CORDIER, Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**CONSIDERANT** le courriel du 28 juin 2021 de la Fédération Nationale Artisanat Automobile 13 informant de la désignation d'un nouveau représentant pour siéger à la commission susvisée, en remplacement de M. Alexandre WURGER ;

**CONSIDERANT** le courrier du 11 août 2021 de Mme la présidente du conseil départemental des Bouches-du-Rhône informant de la désignation de nouveaux représentants pour siéger à la commission susvisée, suite aux élections départementales de 2021 ;

**CONSIDERANT** le courriel du 17 septembre 2021 de la secrétaire de l'association Prévention Routière désignant sa nouvelle représentante pour siéger à la commission susvisée, suite au départ de M. Olivier CAPGRAS ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : A l'article 2 de l'arrêté du 3 juin 2019 modifié susvisé (section manifestations sportives), l'alinéa 2 relatif aux élus départementaux est modifié ainsi que suit :

Place Félix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille Cedex 06 -

**2° Elus départementaux :**

Titulaire :

- Madame Martine AMSELEM, conseillère départementale

Suppléant :

- Monsieur Thierry SANTELLI, conseiller départemental

**Article 2** : A l'article 2 de l'arrêté du 3 juin 2019 modifié susvisé (section manifestations sportives), l'alinéa 5 relatif aux représentants de la sécurité routière est modifié ainsi que suit :

- Comité départemental de la sécurité routière :

Titulaire : Madame Hélène VEYRON, Directrice régionale P.A.C.A de l'association prévention routière.

**Article 3** : A l'article 3 de l'arrêté du 3 juin 2019 susvisé (section fourrières),

- l'alinéa 2 relatif aux élus départementaux est modifié ainsi que suit :

**2° Elus départementaux :**

Titulaire :

- Madame Martine AMSELEM, conseillère départementale

- Madame Mandy GRAILLON, conseiller départemental

- l'alinéa 3 relatif aux organisations professionnelles (partie Fédération Nationale de l'Artisanat Automobile 13) est modifié ainsi que suit :

Fédération Nationale de l'Artisanat Automobile 13 :

Titulaire : Monsieur Marcel STAGNARO

Suppléant : Madame Alexandra ORTIZ-CIMELLI

- l'alinéa 5 relatif aux représentants des associations de représentants d'usagers (partie comité départemental de la sécurité routière) est modifié ainsi que suit :

- Comité départemental de la sécurité routière :

Titulaire : Madame Hélène VEYRON, Directrice régionale P.A.C.A de l'association prévention routière.

**Article 4** : Le reste est sans changement.

**Article 5** : Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, ainsi que les autorités compétentes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 6 octobre 2021

Pour le préfet,  
Le secrétaire Général  
signé  
Yves CORDIER

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'intérieur ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille sis, 22 Rue Breteuil 13281 Marseille cedex ou sur [www.telerecours](http://www.telerecours)

Place Félix Baret - CS 80001 – 13282 Marseille Cedex 06 -